



## **CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE  
LANDERNEAU-DAOULAS VILLE DE LANDERNEAU  
LA SERRE**

**A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022**

# CONVENTION DE PARTENARIAT

Envoyé en préfecture le 28/06/2022

Reçu en préfecture le 28/06/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20220627-DCC2022\_090-DE

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE LANDERNEAU-DAOULAS, créée par arrêté préfectoral du 26 décembre 1994, avec statuts de même jour, dont le siège est à LANDERNEAU (29800), 59 rue de Brest.

Représentée par Monsieur BERNARD GOALEC en sa qualité de Vice-Président en charge du développement économique et des ressources humaines, dûment habilité par la délibération du Conseil Communautaire en date du xxxxxxxx

Ci-après dénommée « La Communauté ».

## ET

La VILLE DE LANDERNEAU, dont le siège est à LANDERNEAU (29800), 2 rue de la Tour d'Auvergne.

Représentée par Monsieur Patrick LECLERC en sa qualité de Maire, dûment habilité par la délibération en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Ci-après dénommée « La Ville ».

## ET

L'association LA SERRE Plougastel immatriculé au RCS (29200) sous le numéro 85258773200011 dont le siège social est établi au : 20 rue de Saltash - 29470 Plougastel-Daoulas.

Représentée par M. Hervé De Quelen en sa qualité de Président de l'association domicilié 20 rue de Saltash, 29470 Plougastel Daoulas, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée dans le corps de l'acte « l'association ».

## EXPOSE

La Communauté a approuvé, par délibération en date du 11 décembre 2020, son projet de territoire pour le mandat 2020-2026. Parmi les grandes orientations définies par les élus communautaires figurent :

- Accompagner les entreprises dans la prise en compte des enjeux sociétaux et numériques,
- Réunir les conditions nécessaires à l'accueil et l'accompagnement des entreprises et des entrepreneurs,
- Renforcer l'économie de proximité,

La Ville, ci-dessus désignée, est propriétaire d'un ensemble immobilier dénommé MANOIR DE KERANDEN à LANDERNEAU (29800), rue Jehan Bazin, sis la parcelle n°AH0545.

L'association, ci-dessus désignée, est porteuse d'un projet de tiers-lieu dédié à l'entrepreneuriat et à l'innovation, qu'elle souhaite dupliquer sur le territoire de la Communauté, dans la Ville de LANDERNEAU. Elle a demandé à bénéficier des conditions de location dudit ensemble immobilier pour s'implanter localement et développer son projet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, les parties sont convenues de conclure une Convention de partenariat aux conditions indiquées ci-dessous :

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente Convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de coopération entre les Parties, dans le cadre de l'installation de l'association et du développement de son activité dans l'ensemble immobilier dénommé MANOIR DE KERANDEN sis la Ville de LANDERNEAU.

La Communauté, dans le cadre de ses compétences, accompagne les porteurs de projet dans la réalisation de leur Projet de création d'un tiers lieu à Landerneau.

Le projet de l'association s'articule autour de 5 piliers :

1. Lieu de design de projets et de facilitation pour répondre aux enjeux des entreprises du bassin,
2. Lieu pour apprendre et se former autrement,
3. Lieu pour entreprendre, tester, partager,
4. Lieu ouvert à tous par une programmation accessible et inclusive,
5. Lieu éco-responsable.

### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA VILLE**

- 2.1. La Ville est l'interlocuteur privilégié de l'association. Un agent est désigné comme interlocuteur dédié de l'association.
- 2.2. La Ville peut communiquer sur le partenariat, objet de la présente Convention, le Projet et les différentes actualités relatives au Projet, sur ses différents supports de communication internes et externes. Elle se fait soutien et relais de communication, au bénéfice de l'association. La communication s'organise de manière concertée entre la Communauté et l'association, la Ville sera tenue informée.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

3.1 Afin de soutenir l'association dans la réalisation du Projet, La Communauté s'engage à l'accompagner dans la création et le développement de l'activité, la communication, la mise en réseau avec les acteurs locaux, la recherche de financeurs, la sollicitation de subventions pour l'achat des équipements nécessaires à l'activité économique.

3.2 La Communauté ne prend part à aucune forme de financement du projet.

3.3 Il est précisé, de Convention expresse, que la responsabilité de La Communauté est limitée au soutien apporté à l'association dans les conditions définies au présent article. L'association conserve en conséquence l'entière responsabilité de la réalisation du Projet ainsi que, dans cette perspective, de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION**

4.1. L'association s'engage à mettre en œuvre le Projet sur la base duquel elle a été retenue. Toute évolution significative de celui-ci devra recueillir l'accord de la Ville et de la CAPLD et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

4.2 L'association s'engage à mettre à disposition de la Ville ou la CAPLD à titre gracieux, une salle de réunion à hauteur d'une fois par trimestre, sous réserve de disponibilité. Au-delà, la Ville et la CAPLD pourront louer la ou les salles de réunion au tarif public en vigueur.

## **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de SOIXANTE MOIS à compter de sa date de signature.

## **ARTICLE 6 : RESILIATION - REVISION**

6.1. En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une des quelconques dispositions de la Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, trente jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties de trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

6.2 La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties. Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par toutes les Parties.

## **ARTICLE 7 : LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Rennes (celui du siège social de la structure qui rédige la Convention).

## **ARTICLE 8 : DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

La présente Convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents de Rennes.

DONT ACTE SUR 6 PAGES, HORS ANNEXES, ETABLI EN 3 EXEMPLAIRES,

Fait et passé à LANDERNEAU,

Le

Le représentant de  
La Communauté

Bernard GOALEC  
Vice-Président en charge du  
développement économique

Le représentant de  
La Ville

Patrick LECLERC  
Maire

Le représentant de  
L'association

M. Hervé De  
Quelen, Président

## Liste des annexes

---

Annexe 1 – Contrat de bail conclu entre la Ville et l'association